

# COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)  
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

## ORDONNANCE DU 10 AVRIL 2020

N° 20 - 74

### Décision déferée au premier président :

N° RG 20/01558 -  
N° Portalis  
DBVK-V-B7E-ORY  
I

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention du Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER en date du 10 Avril 2020 enregistrée au répertoire général sous le n°20/288.

### APPELANT

MONSIEUR LE  
PROCUREUR DE  
LA REPUBLIQUE

Monsieur MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, demeurant  
PLACE PIERRE FLOTTE PALAIS DE JUSTICE - 34000 MONTPELLIER

C/

M. LE DIRECTEUR  
DU CENTRE  
HOSPITALIER  
REGIONAL  
Amandine  
MIRALLES

### EN PRESENCE DE :

M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL, demeurant  
Hôpital de la Colombière - Secteur MONTPELLIER VILLE II - 34295  
MONTPELLIER CX 5

Madame Amandine MIRALLES  
né le 18 Août 1997 à MONTPELLIER (34000)

Madame Murielle ROOS  
06 rue Henri MATISSE  
Résidence Le Roc n° 39  
34170 CASTELNAUD LE LEZ

\*\_\*\_\*\_\*\_\*

Nous, Bertrand PAGES, Conseiller à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par  
monsieur le premier président, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

\*\*\*

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes  
faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou  
de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes  
faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu l'ordonnance rendue le 10 Avril 2020 par le Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER rejetant la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par le Directeur du Centre Hospitalier Regional Universitaire à l'égard de Madame Amandine MIRALLES et ordonné la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

de mainlevée de la mesure d'hospitalisation en soins psychiatriques prise à l'encontre MIRALLES Amandine

Vu l'appel interjeté le 10 avril 2020 à 16 heures 43, par le procureur de la République de Montpellier et sa demande tendant à déclarer son recours suspensif,

Vu les notifications faites par le ministère public de la déclaration d'appel en date du 10 avril 2020 mentionnant que des observations en réponse à la demande de déclaration d'appel suspensif peuvent être transmises par tout moyen au secrétariat du premier président dans un délai de deux heures à :

- 16 Heures 52 au directeur d'établissement
- 17 heures 05 à son avocat
- 17 Heures 20 à la personne qui fait l'objet de soins

Vu Vu les observations du conseil de Madame Amandine MIRALLES, reçues par fax le 10 avril 2020 à 20h38, soit au delà du délai de 2 heures,

## **MOTIFS DE LA DÉCISION**

### **Sur la régularité de l'appel du ministère public :**

Les éléments de la procédure communiqués par fax conduisent à relever que l'appel du ministère public a été régulièrement relevé dans le délai de six heures et que les parties ont été mises en demeure de faire valoir leurs observations dans le délai de deux heures suivant la notification de la déclaration d'appel.

Les dispositions des articles L3211-12-4 et R 3211-20 du code de la santé publique ont donc été respectées par le ministère public. En conséquence l'appel du ministère public doit être déclaré régulier et recevable en la forme.

### **Sur l'effet suspensif sollicité :**

L'article L3211-12-4 du code de la santé publique stipule expressément que l'appel du ministère public tendant à déclarer son recours suspensif doit être accompagné d'une demande faisant état du risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui. Cette exigence textuelle a été posée, rappel fait de ce que le principe de l'appel d'une décision du juge des libertés et de la détention en matière de protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatrique n'a pas d'effet suspensif. L'appel, dont la Cour se trouve saisie, comporte une demande et un argumentaire faisant état des risques d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui tels qu'ils résultent des certificats médicaux.

En l'espèce, par ordonnance du 10 avril 2020, la juge des libertés et de la détention de Montpellier a rejeté la demande de maintien en hospitalisation complète de Madame Amandine MIRALLES au motif qu'il n'avait pas été organisé de débat contradictoire par un moyen de télécommunication pour statuer sur cette demande, alors que cette possibilité lui était, à elle seule, réservée par la loi.

A l'appui de sa demande de suspension des effets de la décision du juge des libertés et de la détention, le procureur de la République du tribunal judiciaire de Montpellier fait valoir que la mainlevée de cette mesure fait naître un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui en ce que si elle se dit apaisée, la surveillance des soins demeure nécessaire afin de stabiliser la situation, rappel fait que la patiente a été admise suite à une tentative d'autolyse médicamenteuse.

Dans ses observations, le conseil de l'intéressée développe un certain nombre de moyens de pur

droit en lien avec l'appel au fonds et demande la confirmation de l'ordonnance du juge des libertés de la détention.

En l'espèce, il résulte de l'avis médical motivé du 8 avril 2020, que Madame Amandine MIRALLES a été admise en soins psychiatriques sous forme complète le 2 avril 2010, suite à une intoxication médicamenteuse volontaire. Le médecin psychiatre note en outre : "consommation de toxiques", "existence de troubles de la personnalité d'allure borderline", "décrit des angoisses, des difficultés relationnelles, un sentiment d'échec et de rejet et d'abandon". Il conclut que si cette patiente se sent apaisée, ses manifestations impulsives et de prise de risque, ainsi que sa fragilité encore présente rendent nécessaire la poursuite d'une surveillance et de soins.

Outre la confirmation du diagnostic évoqué dans le certificat de 72h et l'impossibilité de consentement pérenne aux soins, ce certificat médical met en relief la persistance d'un risque avéré d'atteinte à l'intégrité de la malade avec mise en danger d'elle-même.

En conséquence, il y a lieu de suspendre les effets de l'ordonnance prononcée par le juge des libertés et de la détention accordant la mainlevée de la mesure de soins psychiatriques concernant Madame Amandine MIRALLES.

### **PAR CES MOTIFS,**

Statuant dans les formes requises par les textes susvisés,

Déclarons recevables l'appel formé par le Procureur de la République du Tribunal Judiciaire de MONTPELLIER et sa demande tendant à voir déclarer son recours suspensif,

Disons fondée sa demande et ordonnons la suspension des effets de l'ordonnance déférée,

Disons que l'affaire est fixée au fond devant le magistrat délégué par Monsieur le premier président de la cour d'appel de Montpellier, le **SAMEDI 11 Avril 2020 à 14 heures 00.**

Disons que la présente décision sera portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins,

Rappelons que la présente décision est communiquée au procureur de la République qui veille à son exécution et en informe le directeur d'établissement et le préfet le cas échéant,

Disons que la notification de la présente décision vaut convocation aux jour et heures précités,

Disons que les parties devront faire parvenir leurs observations par écrit ou faire savoir par tout moyen s'ils demandent à être entendus.

Fait à Montpellier le 10 Avril 2020 à 21 heures 20.

Le magistrat délégué

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, fluid loop followed by a horizontal stroke.